



IMMIGRATION ET CREATION D'ENTREPRISE AU GABON: ENTREPRENEURIAT DE NECESSITE, HERITAGES MARCHANDS ET CONTRAINTES INSTITUTIONNELLES

Louis Bernard AVELE OBAME

National Institute of Management Sciences (INSG) – Gabon

Laboratory of Intelligence and Analysis of Management and Enterprises (LIAGE)

Email correspondant: dravele@yahoo.fr

Reçu le 25 Novembre 2026; **Accepté** le 30 Décembre 2026; Publié le 18 Janvier 2026

Citer cet article: Guy-Roger MOMBO & Path Patrice MINTSA ONDO. (2026). Immigration et création d'entreprise au Gabon: Entrepreneuriat de nécessité, héritages marchands et contraintes institutionnelles. In Brainae Journal of Business, Sciences and Technology (Vol. 10, Issue 01, pp.12-21).

Droits d'auteur: BPG, 2026 (Tous droits réservés). Cet article est en libre accès, diffusé sous la licence Creative Commons Attribution, qui autorise une utilisation, une distribution et une reproduction illimitées sur tout support, à condition de citer correctement l'œuvre originale.

DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.18290454>

Résumé

Cet article analyse la contribution des populations immigrées à l'entrepreneuriat au Gabon et les facteurs expliquant leur forte présence dans la création d'entreprise. À partir des données du RGE (2023) et de l'OIM (2023), l'étude utilise une méthodologie quantitative reposant sur l'analyse de corrélation, la régression linéaire et l'examen des résidus pour examiner la relation entre poids migratoire et implication entrepreneuriale. Les résultats montrent une corrélation nettement positive ($r = 0,83$), confirmant que l'entrepreneuriat constitue souvent une réponse aux difficultés d'accès à l'emploi formel. L'analyse révèle également des écarts significatifs entre nationalités: les communautés d'Afrique de l'Ouest sont surreprésentées, tandis que celles d'Afrique centrale le sont moins, en raison de trajectoires marchandes et institutionnelles différenciées. Sur le plan théorique, l'article contribue à articuler le modèle de l'entrepreneuriat de nécessité avec les approches du capital social et de l'*embeddedness mixte*, en démontrant comment le cadre institutionnel gabonais, marqué par la segmentation du marché du travail et la valorisation du salariat public, crée des niches d'opportunités que les migrants exploitent grâce à leurs ressources communautaires et leurs héritages historiques. L'étude montre ainsi que l'entrepreneuriat au Gabon est largement porté par les étrangers et structuré par des conditions institutionnelles qui renforcent leur avantage comparatif.

Mots-clés: immigration, entrepreneuriat, Gabon, réseaux migratoires, institutions.

Abstract

This article examines the contribution of immigrant populations to entrepreneurship in Gabon and the factors explaining their strong involvement in business creation. Using data from the RGE (2023) and IOM (2023), the study employs a quantitative methodology based on correlation analysis, linear regression, and residual examination to assess the relationship between migrants' demographic weight and their entrepreneurial activity. The results reveal a strong positive correlation ($r = 0.83$), confirming that entrepreneurship often emerges as a necessity-driven response to limited access to formal employment. The analysis also highlights significant disparities across nationalities: West African communities are overrepresented, while Central African groups are less involved, reflecting distinct commercial and institutional histories. Theoretically, the article contributes by integrating the necessity entrepreneurship model with social capital and mixed embeddedness approaches, demonstrating how Gabon's institutional environment—characterized by labor market segmentation and a preference for public-sector employment—creates opportunity niches that migrants exploit through community resources and historical legacies. Overall, the findings indicate that entrepreneurship in Gabon is largely driven by foreign populations and shaped by institutional conditions that reinforce their comparative advantage.

Keywords: immigration, entrepreneurship, Gabon, migrant networks, institutions.

1. Introduction

L'entrepreneuriat occupe une place croissante dans les stratégies de développement en Afrique subsaharienne, où il est souvent présenté comme un levier essentiel de diversification économique, de résilience sociale et de réduction du chômage. Au Gabon, cette dynamique s'inscrit dans un contexte singulier, marqué à la fois par une croissance récente du nombre d'entreprises et par une forte présence de populations immigrées dans les secteurs formel et informel. Selon le Recensement Général des Entreprises de 2023, les étrangers représentent près de deux tiers des créateurs et propriétaires d'entreprises enregistrées, une proportion particulièrement élevée au regard du poids démographique des nationaux. Cette situation pose d'emblée la question de la place des migrants dans le tissu entrepreneurial gabonais et de la contribution qu'ils apportent à la structuration des activités économiques du pays.

L'importance de l'immigration dans l'économie gabonaise s'inscrit dans une trajectoire historique ancienne. Depuis l'époque coloniale, le Gabon a attiré des flux migratoires provenant d'autres régions d'Afrique, notamment de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, en raison de sa relative stabilité politique, de son économie fondée sur les ressources naturelles et de la promesse d'opportunités de revenus plus élevées que dans de nombreux pays voisins. Si les motivations des migrants ont évolué au fil du temps, la recherche d'un emploi ou d'une amélioration des conditions de vie demeure le moteur principal de la migration vers

le Gabon, comme le confirment les données de l'OIM. Chaque période de croissance économique, qu'il s'agisse du développement forestier, de l'essor pétrolier ou de l'expansion urbaine, a renforcé cette attractivité, entraînant une installation durable de communautés étrangères dont certaines sont devenues des acteurs économiques majeurs.

La littérature internationale sur l'entrepreneuriat migrant a principalement exploré deux grandes voies explicatives. D'un côté, l'approche par les ressources et réseaux ethniques (Portes & Zhou, 1992 ; Light, 2005) met en avant le rôle du capital social communautaire, des traditions marchandes et des circuits transnationaux dans la facilitation de la création d'entreprise. De l'autre, l'approche par les opportunités et contraintes structurelles (Kloosterman & Rath, 2001 ; Valdez, 2011) insiste sur le contexte d'accueil – réglementation, segmentation du marché du travail, niches économiques vacantes – comme déterminant majeur de l'activité entrepreneuriale des migrants. Toutefois, ces cadres d'analyse, largement construits à partir d'observations en Amérique du Nord et en Europe, peinent à expliquer la spécificité et l'ampleur du phénomène au Gabon. Ils n'éclairent pas suffisamment pourquoi, dans un pays à revenu intermédiaire et doté d'une fonction publique historiquement attractive pour ses nationaux, les migrants parviennent à occuper une position aussi dominante dans la création d'entreprise. La littérature existante néglige souvent l'interaction historique profonde entre trajectoire migratoire et structure économique nationale, ainsi que le rôle de l'entrepreneuriat comme voie d'intégration par défaut dans un marché du travail formel difficile d'accès. Elle laisse ainsi dans l'ombre la question centrale de savoir si cette prédominance est le reflet d'un dynamisme entrepreneurial intrinsèque aux communautés étrangères, ou la conséquence systémique d'un modèle de développement gabonais qui canalise les nationaux vers l'emploi public et laisse aux migrants le soin d'animer le secteur privé marchand.

Cette lacune analytique justifie la formulation d'une question de recherche principale : dans quelle mesure l'entrepreneuriat des migrants au Gabon relève-t-il d'une stratégie d'adaptation et de nécessité face aux contraintes d'accès au marché du travail formel, plutôt que d'un simple effet de ressources ethniques ou de traditions commerciales héritées ? En d'autres termes, l'essor entrepreneurial observé est-il principalement porté par les logiques structurelles du contexte gabonais – un État rentier offrant peu d'opportunités salariales aux étrangers – ou par les capacités et héritages propres aux populations migrantes ?

Pour répondre à cette interrogation, l'article s'appuie sur une hypothèse principale fondée sur la théorie de l'entrepreneuriat de nécessité : la migration vers le Gabon, motivée par la recherche d'emploi, conduit les immigrés à s'engager davantage dans l'entrepreneuriat lorsque l'accès au marché du travail formel leur est structurellement limité par des barrières réglementaires, sociales et concurrentielles. Cette hypothèse centrale est articulée à des hypothèses secondaires : (1) le capital migrant (réseaux transnationaux, esprit d'épargne, connaissances commerciales) agit comme un facilitateur, mais non comme une cause première ; (2) les héritages marchands différentiels entre communautés (ouest-africaines vs centrafricaines) expliquent les variations sectorielles et de performance, mais pas la propension globale à entreprendre ; (3) le contexte institutionnel gabonais, caractérisé par un État redistributeur et un secteur privé national atone, crée une niche d'opportunité objective que les migrants sont les plus incités et les plus contraints à occuper.

L'ambition de cet article est ainsi double. Sur le plan analytique, il vise à contribuer aux débats internationaux sur l'entrepreneuriat migrant en testant et en complexifiant le modèle de l'"entrepreneuriat d'opportunité" vs "entrepreneuriat de nécessité" dans un contexte africain de pays à revenu intermédiaire. Il cherche à démontrer que, dans des économies rentières comme le Gabon, cette dichotomie est souvent transcendée par une réalité hybride : l'entrepreneuriat migrant y est simultanément une nécessité contrainte (faible accès à l'emploi salarié) et une opportunité saisie (niches commerciales accessibles). Sur le plan empirique, il s'appuie sur les données officielles disponibles (RGE 2023, enquêtes OIM, données historiques) pour analyser systématiquement la relation entre immigration et création d'entreprise. Cette démarche permettra d'examiner le phénomène à la lumière des motivations migratoires, des ressources diasporiques et du cadre d'opportunités structurel propre au marché gabonais, afin de déterminer le poids relatif du contexte national et des dynamiques communautaires dans la formation d'un paysage entrepreneurial largement porté par des acteurs étrangers.

2. Cadre théorique

L'analyse du lien entre immigration et entrepreneuriat au Gabon s'appuie sur un ensemble de contributions théoriques issues de l'économie du travail, de la sociologie économique, de l'histoire économique et de l'approche institutionnelle. Ces perspectives permettent d'articuler les motivations migratoires, les ressources diasporiques, les héritages historiques et les opportunités structurelles qui ensemble façonnent la propension entrepreneuriale des migrants.

2.1. Motivations migratoires, entrepreneuriat de nécessité et capital migrant

Les migrations internationales s'expliquent d'abord par des arbitrages économiques qui poussent les individus à quitter leur pays d'origine pour rechercher de meilleures conditions de vie (Lee, 1966). Cette dynamique est renforcée dans les économies à forte inégalité d'opportunités, où la perspective d'un emploi rémunéré constitue un moteur essentiel de la mobilité transfrontalière (Harris & Todaro, 1970). Les données de l'OIM (2023) confirment que la majorité des migrants présents au Gabon déclarent être arrivés dans le pays pour trouver un travail ou améliorer leur situation économique, ce qui inscrit la migration gabonaise dans ces logiques classiques de mobilité internationale.

Toutefois, l'intégration des migrants dans le marché du travail gabonais se heurte à plusieurs contraintes structurelles, notamment la segmentation entre secteur public, secteur privé formel et secteur informel, ainsi que des barrières administratives ou réglementaires souvent difficiles à surmonter pour les nouveaux arrivants (Piore, 1979). Cette situation conduit une partie importante des migrants à se tourner vers l'auto-emploi ou la création de petites activités, en cohérence avec les théories de l'entrepreneuriat de nécessité, selon lesquelles les individus deviennent entrepreneurs lorsque l'accès à l'emploi salarié est limité (Banerjee & Duflo, 2011).

Dans ce contexte, le capital migrant joue un rôle déterminant. Ce capital, constitué de ressources sociales, économiques et culturelles, permet aux migrants de contourner les barrières institutionnelles par la mobilisation de réseaux communautaires, la solidarité diasporique ou encore l'accès à des formes informelles de financement (Portes, 1995). Les approches de l'encastrement social montrent que l'action économique des migrants est structurée par la densité des liens sociaux, qui facilitent l'accès à l'information, sécurisent les échanges et réduisent les coûts de transaction (Granovetter, 1985). Ces réseaux permettent également de transmettre des savoir-faire entrepreneuriaux, favorisant ainsi la création d'activités dans les pays d'accueil (Light & Gold, 2000).

Ce premier bloc théorique conduit à formuler l'hypothèse principale (HP) de l'étude : la migration vers le Gabon, motivée par la recherche d'emploi, conduit les immigrés à s'engager dans l'entrepreneuriat de nécessité lorsque l'accès au marché du travail formel est limité.

2.2. Héritages historiques, traditions marchandes et différenciation des propensions entrepreneuriales

Les comportements entrepreneuriaux des migrants ne s'expliquent pas seulement par leurs motivations économiques ou par leur situation dans le pays d'accueil ; ils sont également façonnés par les héritages historiques et les traditions économiques de leurs sociétés d'origine. De nombreux travaux ont montré que certaines régions d'Afrique de l'Ouest ont développé de longue date des réseaux marchands structurés, portés par des diasporas professionnelles spécialisées dans les échanges longue distance (Hopkins, 1973 ; Lovejoy, 1980). Ces traditions marchandes ont favorisé la création de groupes sociaux dotés de compétences commerciales spécifiques, capables de s'adapter à des environnements économiques variés (Person, 1975 ; Igué, 1995).

Ces héritages se traduisent aujourd'hui par une plus grande propension des migrants originaires d'Afrique de l'Ouest, en particulier les Maliens, Sénégalais, Nigériens, Béninois et Togolais, à créer des entreprises dans les pays où ils s'installent. La transmission intergénérationnelle de savoir-faire commerciaux, la mobilité professionnelle et l'existence de réseaux transnationaux facilitent la reconversion vers l'entrepreneuriat dans un contexte où l'emploi salarié est peu accessible.

À l'inverse, les migrants issus des pays d'Afrique centrale, largement héritiers du système économique concessionnaire mis en place sous l'Afrique équatoriale française, ont été historiquement moins impliqués dans les activités marchandes (Coquery-Vidrovitch, 1972 ; Marseille, 1984). L'économie coloniale y reposait davantage sur l'extraction des ressources et la domination des compagnies concessionnaires, limitant la constitution de groupes marchands locaux et la transmission de compétences entrepreneuriales. Cette histoire explique en partie la sous-représentation de certaines communautés d'Afrique centrale dans l'entrepreneuriat observé dans les données gabonaises.

Ces analyses permettent de formuler une hypothèse secondaire : H1 : Les migrants issus de régions à forte tradition marchande présentent une propension entrepreneuriale plus élevée que ceux provenant de régions où l'activité commerciale a été historiquement limitée.

2.3. Cadre institutionnel gabonais, segmentation économique et opportunités entrepreneuriales

La compréhension du dynamisme entrepreneurial des migrants au Gabon suppose également une analyse du contexte institutionnel du pays. Le Gabon se caractérise par un dualisme économique marqué, avec un secteur public dominant, un secteur formel restreint et un secteur informel très développé. Les travaux institutionnalistes montrent que les structures économiques et réglementaires influencent fortement les comportements des acteurs et orientent leurs stratégies (North, 1990 ; Scott, 2001). Dans le cas gabonais, la valorisation sociale du salariat public, l'instabilité du secteur privé formel et les contraintes administratives imposées aux étrangers jouent un rôle structurant.

Ces conditions créent des niches économiques, notamment dans le commerce, les services urbains et l'informel, peu investies par les nationaux, mais dans lesquelles les migrants peuvent s'installer plus facilement. Le modèle de la *mixed embeddedness* souligne que l'entrepreneuriat migrant résulte d'une interaction entre les ressources des migrants et les opportunités offertes par le cadre institutionnel (Kloosterman & Rath, 2001). Dans le cas du Gabon, c'est précisément cette interaction qui explique la concentration des migrants dans certains segments économiques.

Cette perspective conduit à une deuxième hypothèse secondaire : H2 : Le cadre institutionnel gabonais, en raison de la segmentation du marché du travail et de l'existence de niches économiques peu investies par les nationaux, favorise l'entrepreneuriat des migrants.

2.4. Une articulation conceptuelle et l'intégration des hypothèses

L'analyse théorique met en évidence que l'entrepreneuriat migrant au Gabon ne peut s'expliquer par un seul facteur isolé, mais résulte plutôt d'une dynamique cumulative où s'entrecroisent plusieurs dimensions complémentaires. Elle montre d'abord que les motivations économiques initiales, notamment la recherche d'un emploi et de meilleures conditions de vie, constituent un moteur central de la migration vers le Gabon, conformément aux travaux de Lee (1966) et de Harris et Todaro (1970). À ces motivations s'ajoutent les ressources propres aux diasporas, telles que les réseaux sociaux, les solidarités communautaires ou les mécanismes informels de financement, qui jouent un rôle déterminant dans la capacité des migrants à créer et développer des activités économiques, comme l'ont souligné Portes (1995) et Light et Gold (2000).

Par ailleurs, les comportements entrepreneuriaux observés s'inscrivent aussi dans des trajectoires historiques différenciées : les traditions marchandes anciennement établies en Afrique de l'Ouest ou, à l'inverse, les structures économiques héritées de l'Afrique équatoriale française influencent encore aujourd'hui les propensions différenciées à entreprendre (Hopkins, 1973 ; Coquery-Vidrovitch, 1972). Enfin, le contexte institutionnel gabonais, marqué par la segmentation du marché du travail, la valorisation du salariat public et l'existence de niches économiques peu investies par les nationaux, offre des opportunités que les migrants sont particulièrement aptes à saisir, conformément aux analyses institutionnalistes de North (1990) et de Médard (1991).

L'ensemble de ces éléments conduit à formuler une dernière hypothèse secondaire : H3 : l'entrepreneuriat migrant au Gabon est le produit conjoint des motivations migratoires, du capital diasporique, des héritages économiques d'origine et des opportunités institutionnelles du pays d'accueil.

L'examen des différentes perspectives théoriques met en évidence que l'entrepreneuriat migrant au Gabon repose sur une combinaison de facteurs interdépendants, qui relèvent à la fois des motivations individuelles, des ressources collectives, des trajectoires historiques et des opportunités institutionnelles offertes par le pays d'accueil. Cette pluralité de déterminants suggère la nécessité d'un cadre analytique intégré permettant de rendre compte des interactions entre ces dimensions et de leur contribution respective à la dynamique entrepreneuriale observée. Le modèle conceptuel présenté ci-après propose une structuration de ces relations et illustre les mécanismes par lesquels les migrants deviennent entrepreneurs dans le contexte gabonais.

2.5. Modèle conceptuel

Se l'articule autour de quatre dimensions centrales identifiées dans le cadre théorique : les motivations migratoires, le capital diasporique, les héritages historiques et le cadre institutionnel gabonais. Ces dimensions contribuent conjointement à façonner les conditions dans lesquelles les migrants s'orientent vers la création d'entreprise.

- *Motivations migratoires et entrepreneuriat de nécessité*

Les motivations économiques initiales constituent le point de départ du modèle. Selon la théorie push-pull (Lee, 1966 ; Harris & Todaro, 1970), les migrants quittent leur pays d'origine pour accéder à de meilleures opportunités professionnelles. Toutefois, l'accès limité au marché du travail formel au Gabon rend la création d'activité souvent indispensable, conformément aux

logiques d'entrepreneuriat de nécessité (Banerjee & Duflo, 2011). La motivation migratoire agit ainsi comme un facteur déclencheur orientant la trajectoire économique des migrants vers l'auto-emploi.

Tableau 1 : motivation migratoire et implication entrepreneuriale

Motivations migratoires	Effets sur la trajectoire économique	Lien avec l'entrepreneuriat	Références théoriques
Recherche d'emploi	Les migrants quittent leur pays en raison d'un manque d'opportunités économiques	L'absence d'emploi formel au Gabon pousse les migrants vers l'auto-emploi pour assurer leur subsistance.	Lee (1966) ; Harris & Todaro (1970)
Amélioration des conditions de vie	Les migrants cherchent une vie meilleure, mais rencontrent des obstacles structurels à l'intégration professionnelle.	L'entrepreneuriat devient une alternative accessible, souvent incontournable, pour atteindre un niveau de revenu satisfaisant.	OIM (2023) ; Banerjee & Duflo (2011)
Contraintes institutionnelles dans le pays d'origine	Manque d'accès au crédit, faible sécurité de l'emploi, opportunités limitées.	Le départ s'accompagne d'un projet d'activité commerciale fondé sur les réseaux diasporiques.	Portes (1995) ; Light & Gold (2000)
Attractivité économique du Gabon	Perception d'un marché dynamique, mais réalité d'un accès restreint à l'emploi public ou formel	Le secteur informel apparaît comme un espace économique ouvert, facilitant l'entrepreneuriat migrant.	OIM (2023) ; Médard (1991)
Soutien des réseaux diasporiques	Solidarité communautaire, partage d'informations, réduction des risques.	Les réseaux facilitent l'installation, le financement informel et le lancement d'une activité commerciale	Portes (1995) ; Granovetter (1985)

Source : Auteur, 2025

- *Capital diasporique et ressources mobilisables*

Le modèle intègre ensuite le rôle du capital migrant, composé de réseaux sociaux, de solidarités communautaires, de savoir-faire commercial et de dispositifs informels de financement. Ces ressources, largement documentées dans les travaux sur l'économie migrante (Portes, 1995 ; Granovetter, 1985 ; Light & Gold, 2000), facilitent l'entrée dans l'entrepreneuriat en réduisant les coûts d'information, en sécurisant les transactions et en offrant des appuis matériels ou financiers. Le capital diasporique permet ainsi de compenser les obstacles liés au cadre institutionnel gabonais.

- *Héritages historiques et traditions marchandes différenciées*

Les différences observées entre communautés migrantes trouvent en partie leur origine dans des trajectoires historiques inégales. Les migrants issus de régions à forte tradition marchande, notamment d'Afrique de l'Ouest, disposent d'une culture entrepreneuriale et de compétences commerciales ancrées de longue date (Hopkins, 1973 ; Lovejoy, 1980 ; Igué, 1995). À l'inverse, les héritages des économies concessionnaires en Afrique centrale (Coquery-Vidrovitch, 1972 ; Marseille, 1984) expliquent la moindre propension entrepreneuriale de certaines communautés. Le modèle reconnaît ainsi le rôle structurant de ces trajectoires différenciées dans la diversité des comportements observés.

- *Opportunités institutionnelles et segmentation du marché gabonais*

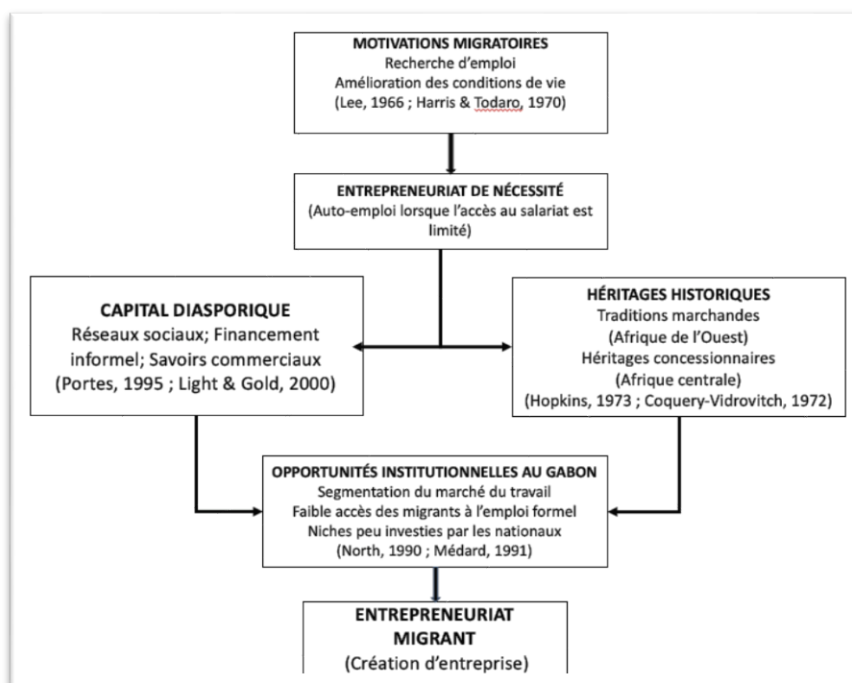
La dernière dimension du modèle renvoie au contexte économique et institutionnel du Gabon. La segmentation du marché du travail, la valorisation du salariat public, le poids du secteur informel et l'existence de niches économiques peu investies par les nationaux créent des opportunités particulières pour les migrants (North, 1990 ; Médard, 1991). Le modèle considère ces opportunités structurelles comme un facteur facilitant la conversion des migrants en entrepreneurs.

Ainsi, le modèle conceptuel proposé vise à expliquer l'engagement entrepreneurial des migrants au Gabon par l'articulation systémique de quatre dimensions théoriques clés : les motivations migratoires, le capital diasporique, les héritages historiques et le cadre institutionnel d'accueil. Il spécifie les relations causales entre ces dimensions et classe explicitement les variables pour tester les hypothèses de l'étude.

- Les variables du Modèle sont : Variable Dépendante (à expliquer) : **L'intensité entrepreneuriale de la communauté migrante**, opérationnalisée par le Ratio d'Intensité Entrepreneuriale (RIE) mesurant la sur/sous-représentation d'une nationalité dans le stock d'entreprises par rapport à son poids démographique ;
- les variables Indépendantes (explicatives principales) : la **Motivation migratoire économique** : La part des migrants d'une communauté déclarant la "recherche d'emploi" comme raison principale de départ (source OIM). Cette variable est le facteur déclencheur initial ; les **Contraintes d'accès au marché du travail formel gabonais** : Un indice composite mesurant les barrières réglementaires, linguistiques et discriminatoires à l'emploi salarié formel pour les étrangers. Cette variable crée le contexte de nécessité.
- Les Variables Médiatrices (mécanismes de transmission) : **Capital diasporique** : Un indice mesurant la densité des réseaux communautaires, l'existence d'institutions de solidarité (tontines) et le degré d'intégration économique transnationale. Il transmet l'effet des motivations et des contraintes vers l'action entrepreneuriale en fournissant des ressources ; **Perception d'opportunités institutionnelles** : La perception par la communauté de l'existence de niches économiques accessibles (marchés publics résiduels, commerce de détail, sous-traitance informelle). Elle transforme une contrainte (manque d'emploi) en opportunité perçue.
- Les variables Modératrices (conditionnent la force des relations) : **Héritage historique marchand** : Variable qualitative ordinaire classant les communautés selon la profondeur historique de leur tradition commerciale (forte, e.g., ouest-africaines ; modérée ; faible, e.g., certaines communautés d'Afrique centrale). Elle renforce ou atténue la capacité à mobiliser le capital diasporique et à exploiter les opportunités ; **Cadre réglementaire gabonais pour les**

entrepreneurs étrangers : Mesurant la complexité administrative et le coût de la création d'entreprise formelle pour les non-nationaux. **Elle module** le passage de l'intention à l'action entrepreneuriale formelle.

Figure 1 : modèle conceptuel



Source : Auteur, 2025

Le modèle postule une chaîne causale principale initiée par la conjonction de la motivation économique du migrant et des contraintes structurelles du marché du travail gabonais. Cette conjoncture crée une situation de nécessité économique qui pousse vers l'auto-emploi. Cependant, le passage de cette nécessité à l'action entrepreneuriale effective n'est pas automatique ; il est médiatisé par deux mécanismes cruciaux.

Premièrement, le capital diasporique agit comme un mécanisme de facilitation essentiel. Il transforme une disposition potentielle (la nécessité de créer son emploi) en capacité réelle, en fournissant les ressources concrètes pour démarrer : information sur les niches, crédit informel via les tontines, main-d'œuvre familiale, et apprentissage par imitation au sein du réseau. Deuxièmement, la perception d'opportunités institutionnelles opère une transformation cognitive. Elle permet aux migrants de (re)cadrer les failles ou les segments négligés du marché économique gabonais (comme le petit commerce ou certains services) non plus comme des espaces marginaux, mais comme des niches d'opportunité accessibles et légitimes.

La force et l'efficacité de ces mécanismes médiateurs sont à leur tour conditionnées (modérées) par deux facteurs. D'une part, l'héritage historique marchand d'une communauté constitue un réservoir de compétences, de normes et de représentations sociales. Une communauté dotée d'un héritage marchand fort (ex. : les Maliens) renforcera positivement l'effet du capital diasporique et sera plus encline à percevoir et à saisir des opportunités commerciales. D'autre part, le cadre réglementaire gabonais agit comme un filtre final. Même avec une forte motivation, un capital social riche et la perception d'une opportunité, un cadre réglementaire trop restrictif ou coûteux pour les étrangers (coûts de légalisation, complexité bureaucratique) peut inhiber la formalisation de l'activité, la maintenant dans l'informel ou décourageant purement et simplement l'initiative.

En synthèse, ce modèle permet de dépasser les explications monocausales. Il montre que l'entrepreneuriat migrant au Gabon n'est ni le simple reflet de traditions culturelles, ni la seule conséquence de barrières à l'emploi. Il est le produit d'un processus causal séquentiel et conditionnel, où la nécessité économique est convertie en action entrepreneuriale grâce à des ressources communautaires et des perceptions stratégiques, le tout étant amplifié ou freiné par des héritages historiques et un cadre réglementaire spécifique. Ce cadre analytique fournit ainsi une grille de lecture intégrée pour tester empiriquement le poids relatif de chaque dimension et leurs interactions dans la configuration du paysage entrepreneurial gabonais.

3. Méthodologie

L'étude repose sur une démarche quantitative fondée sur l'analyse de données secondaires issues de sources officielles. Ce choix méthodologique est doublement justifié. D'un point de vue théorique, il correspond à la nature des hypothèses testées, qui postulent des relations observables à un niveau agrégé entre des phénomènes démographiques (la présence de communautés migrantes) et économiques (la création d'entreprise). D'un point de vue pratique, il permet d'exploiter la richesse des statistiques nationales et internationales récemment disponibles, offrant une vision synoptique et comparative du phénomène entrepreneurial migrant au Gabon.

3.1. Sources de données et construction des variables

Les principales sources exploitées sont le Recensement Général des Entreprises (RGE, 2023), le rapport de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM, 2023) et, pour la contextualisation macroéconomique et historique, les bases de données de la Banque mondiale et de la Direction Générale de la Statistique gabonaise. Le RGE fournit une photographie exhaustive des entreprises formelles, permettant de croiser le secteur d'activité, la date de création et surtout la nationalité du propriétaire ou du principal actionnaire. Les données de l'OIM précisent la structure démographique des communautés migrantes, leurs motivations déclarées (recherche d'emploi, regroupement familial, études) et leurs trajectoires d'intégration sur le marché du travail. Ce couplage entre source entrepreneuriale et source migratoire est essentiel pour dépasser une simple corrélation et approcher une logique causale.

La variable dépendante principale est la part des entreprises détenues par une nationalité donnée dans le stock entrepreneurial total formel au Gabon. Les variables explicatives clés sont : (1) la proportion de chaque nationalité dans la population immigrée

totale ; (2) l'ancienneté moyenne de présence de la communauté sur le territoire gabonais (proxy du capital social et de la connaissance du marché) ; (3) un indice de tradition marchande attribué à chaque communauté, construit à partir de la littérature historique et sociologique (variable qualitative ordinale). Des variables de contrôle macroéconomiques (taux de croissance du PIB, prix des matières premières) sont introduites pour isoler les effets de cycle.

3.2. Méthodes statistiques et justification théorique

L'analyse se déroule en trois temps, chaque méthode étant choisie pour répondre à une question précise liée au cadre théorique. Étape 1 : Analyse descriptive et calcul d'un ratio d'intensité entrepreneuriale. Pour chaque nationalité i^* , nous calculons un Ratio d'Intensité Entrepreneuriale (RIE) :

$$RIE_i = \frac{(Part\ des\ entreprises\ détenues\ par\ i)}{(Part\ de\ i\ dans\ la\ population\ migrante)} / Moyenne\ globale$$

Un RIE > 1 indique une surreprésentation entrepreneuriale par rapport au poids démographique. Cette mesure descriptive permet de tester visuellement l'hypothèse de la spécialisation ethnique et de l'héritage marchand (H2), en identifiant les communautés qui "sur-performent".

Étape 2 : Analyse de corrélation et régression linéaire simple. Nous utilisons d'abord le coefficient de corrélation de Pearson pour mesurer la force de l'association linéaire entre le poids démographique d'une communauté et sa part dans le stock d'entreprises. Cette méthode, classique, est justifiée par l'hypothèse de linéarité sous-jacente à notre modèle théorique principal, qui suppose que la présence migrante est un prédicteur significatif de l'activité entrepreneuriale. Ensuite, nous estimons un modèle de régression linéaire simple de la forme :

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 X_{1i} + \beta_2 X_{2i} + \epsilon_i$$

Où Y_i est la part des entreprises pour la nationalité i^* , X_{1i} est sa part dans la population migrante, et X_{2i} est l'indice de tradition marchande. Ce modèle permet de tester quantitativement l'hypothèse principale (H0) et l'hypothèse sur le capital diasporique (H1), en évaluant la significativité statistique et l'ampleur des coefficients β_1 et β_2 .

Étape 3 : Analyse des résidus et identification des "outliers". L'analyse des résidus de la régression est cruciale pour la robustesse. Les communautés dont les résidus standardisés dépassent |2| sont identifiées comme des cas atypiques ("outliers"). Cette analyse permet de déceler des dynamiques non capturées par le modèle linéaire simple, comme l'effet de niches institutionnelles spécifiques (H3) ou de chocs historiques particuliers. Elle sert ainsi de garde-fou contre les surinterprétations et oriente l'interprétation qualitative des résultats.

3.3. Discussion sur la robustesse et limites liées aux données agrégées

La robustesse des résultats sera évaluée selon plusieurs critères : (a) Significativité statistique : Les coefficients de régression seront jugés robustes si leur p-value est inférieure à 0,05. (b) Stabilité des coefficients : Nous vérifierons la stabilité des coefficients β en ajoutant ou retirant des variables de contrôle (comme l'ancienneté) et en testant le modèle sur des sous-échantillons (ex : uniquement les communautés ouest-africaines). (c) Examen de la normalité et de l'homoscédasticité des résidus : Des tests de Shapiro-Wilk et de Breusch-Pagan seront réalisés. Si les conditions ne sont pas remplies, des transformations de variables (logarithme) ou des méthodes de régression robustes seront envisagées.

Les implications des données agrégées constituent la principale limite de cette étude, avec trois conséquences majeures : (a) Problème d'inférence écologique : Une corrélation observée au niveau des groupes (les nationalités) ne permet pas d'affirmer avec certitude qu'elle existe au niveau des individus. Le fait qu'une communauté ait un RIE élevé ne signifie pas que chaque migrant de cette communauté est entrepreneur ; (b) Occultation de l'hétérogénéité intra-groupe : Les données agrégées masquent les variations importantes au sein d'une même nationalité (différences de capital humain, de genre, de génération, de statut juridique) ; (c) Invisibilité du secteur informel : Le RGE ne couvre que le secteur formel. Or, une part substantielle de l'entrepreneuriat migrant, notamment en début de trajectoire, se situe dans l'informel. Nos résultats sous-estiment donc probablement l'ampleur réelle du phénomène, en particulier pour certaines communautés.

Malgré ces limites, cette méthodologie quantitative et agrégée reste parfaitement adaptée aux objectifs de l'étude. Elle permet de tester des relations structurelles et de dégager des tendances macroscopiques indispensables pour valider ou invalider les hypothèses théoriques sur les logiques de nécessité et d'opportunité. Elle fournit un cadre empirique robuste pour situer le cas gabonais dans le débat international et ouvre la voie à des recherches qualitatives ultérieures, qui pourront, à partir de ces résultats généraux, explorer finement les mécanismes individuels et communautaires à l'œuvre.

4. Résultats

Les résultats issus de l'analyse des données du Recensement Général des Entreprises (RGE 2023) et du rapport de l'OIM (2023) confirment et quantifient l'importance structurante des populations migrantes dans la dynamique entrepreneuriale du Gabon. Ils montrent que la création d'entreprise constitue une stratégie d'intégration économique majeure, en cohérence avec l'hypothèse principale d'un entrepreneuriat de nécessité dans un contexte d'accès limité à l'emploi formel.

4.1. Une domination numérique et une accélération historique de l'entrepreneuriat migrant

Les données descriptives révèlent une surreprésentation massive des étrangers dans le tissu entrepreneurial formel. Avec près de 64,6% des créateurs ou propriétaires d'entreprise, contre seulement 35,4% pour les nationaux, les migrants apparaissent comme les principaux animateurs du secteur privé marchand enregistré. Cette domination se concentre sur cinq nationalités (Mali, Sénégal, Cameroun, Bénin, Nigeria), qui représentent à elles seules les deux tiers de l'entrepreneuriat étranger, signalant une spécialisation ethnique et une insertion sectorielle préférentielle.

Tableau 2 : pourcentage des immigrés et des entreprises créées

Pays	% d'immigrés	% d'entreprises créées
Mali	22	21,4
Cameroun	20	12,0
Bénin	12,0	11,7
Sénégal	8,0	14,1
Niger	7,0	3,5
Burkina Faso	7,0	7,2
Nigeria	5,0	10,8
Tchad	3,0	1,5

Côte d'Ivoire	3,0	1,6
Guinée	2,0	4,0
Togo	2,0	5,0
RDC	2,0	0,8
Autres	7,0	6,4
Total	100	100

Source: Auteur, 2025

Ce tableau 2 met en lumière des écarts révélateurs entre le poids démographique et le poids entrepreneurial. Les Sénégalais (8% de la population migrante, 14.1% des entreprises) et les Nigériens (5% vs 10.8%) affichent une surperformance entrepreneuriale marquée, suggérant une capacité exceptionnelle à créer des entreprises par rapport à leur nombre. À l'inverse, les Camerounais (20% vs 12%) et les ressortissants de RDC (2% vs 0.8%) montrent une sous-performance relative. Ces écarts préfigurent l'influence de facteurs au-delà du simple effet de masse, tels que les traditions marchandes ou les réseaux diasporiques. L'analyse temporelle révèle une accélération spectaculaire de la création d'entreprises, étroitement liée aux vagues migratoires et aux cycles économiques.

Tableau 3: Evolution du nombre de créations d'entreprises au Gabon

Période	Nombre	%
1913-1999	834	1,3
2000-2009	3871	6
2010-2019	24601	38,4
2020-2022	34816	54,3
Total	64122	100

Source : Auteur, 2025

A la lecture du tableau 3, la période 2010-2022 concentre 92.7% de toutes les créations d'entreprises recensées. Ce boom entrepreneurial coïncide avec deux phénomènes : la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE) à partir de 2010, visant à diversifier l'économie et à simplifier la création d'entreprise, et les crises économiques des années 2010 (chute du prix du pétrole) puis 2020 (COVID-19). Cette corrélation renforce l'hypothèse de l'entrepreneuriat comme réponse à la contraction du marché du travail formel : en période de difficultés économiques et de chômage accru, l'auto-emploi devient une stratégie de survie et d'adaptation privilégiée pour les migrants.

4.2. Une relation causale forte : chaque point de présence migrante génère 0,76 point d'entrepreneuriat

L'analyse statistique confirme une relation robuste et hautement significative entre la présence d'une communauté migrante et sa contribution à l'entrepreneuriat.

Tableau 4 : Analyse de corrélation et de régression linéaire

Indicateur	Valeur calculée	Interprétation économique concrète
Coefficient de corrélation (r)	0.8302	Relation fortement positive. La variation conjointe entre présence migrante et création d'entreprise est très élevée.
p-value	0.00044	La probabilité que cette relation soit due au hasard est inférieure à 0.05%. Le résultat est hautement significatif.
Pente de la régression (β_1)	0.7572	Coefficient clé : Pour chaque augmentation de 1 point de pourcentage de la part d'une communauté dans la population migrante, sa part dans les entreprises créées augmente en moyenne de 0,76 point. Cela signifie que l'entrepreneuriat croît presque proportionnellement à la taille de la communauté, mais avec un léger amortissement (pente < 1).
Ordonnée à l'origine (β_0)	1.8675	Même une communauté théoriquement de taille nulle (abstrait) aurait une présence entrepreneuriale de base de 1,87%, reflétant peut-être l'effet d'un "socle entrepreneurial" transnational ou de la capacité de petits groupes très actifs.
Coefficient de détermination (R^2)	0.6892	Le modèle explique près de 69% de la variance observée dans la création d'entreprise. Le poids démographique migratoire est donc un prédicteur très puissant, mais pas exclusif.
Équation du modèle	$\hat{Y} = 1.8675 + 0.7572X$	Modèle prédictif. Si une communauté représente 10% des migrants ($X=10$), on peut prédire qu'elle détiendra environ $\hat{Y} = 1.8675 + (0.7572 \times 10) = 9.44\%$ des entreprises.

Source : Auteur, 2025

Selon le tableau 4, le coefficient $\beta_1 = 0.7572$ est économiquement très significatif. Il indique un rendement entrepreneurial élevé de la présence migrante. Concrètement, l'arrivée d'un groupe supplémentaire de migrants se traduit, en moyenne, par la création d'un nombre substantiel de nouvelles entreprises, bien que légèrement inférieur en proportion (0,76 pour 1). Ce "rendement"

inférieur à 1 peut s'expliquer par des barrières à l'entrée (capital, réglementation) ou par le fait qu'une partie des migrants trouve un emploi salarié. L'hypothèse de l'entrepreneuriat de nécessité est fortement étayée : la variable "présence migrante", largement motivée par la recherche d'emploi (OIM), est le principal moteur explicatif de leur activité entrepreneuriale.

4.3. L'effet modérateur des traditions marchandes : surperformances et sous-performances

L'analyse des résidus du modèle de régression (écart entre la valeur observée et la valeur prédite) révèle l'impact crucial des héritages historiques et du capital diasporique, agissant comme des variables modératrices.

Tableau 5 : Prédiction du modèle et résidus par nationalité

Pays	X (% Immigrés)	Y (% Entreprises)	Ŷ (% estimé)	Résidu
Mali	22.0	21.4	18.5	2.9
Cameroun	20.0	12.0	16.9	-4.9
Bénin	12.0	11.7	11.0	0.7
Sénégal	8.0	14.1	7.9	6.2
Niger	7.0	3.5	7.1	-3.6
Burkina Faso	7.0	7.2	7.1	0.1
Nigeria	5.0	10.8	5.7	5.1
Tchad	3.0	1.5	4.2	-2.7
Côte d'Ivoire	3.0	1.6	4.2	-2.6
Guinée	2.0	4.0	3.4	0.6
Togo	2.0	5.0	3.4	1.6
RDC	2.0	0.8	3.4	-2.6
Autres	7.0	6.4	7.1	-0.7

Source : Auteur, 2025

Interprétation systématique : Les résidus positifs (surperformances) sont presque exclusivement le fait des communautés ouest-africaines à forte tradition marchande historique (Sénégal, Nigeria, Mali, Bénin, Togo). Leur capital diasporique et leurs compétences commerciales leur permettent de "dépasser" le niveau d'entrepreneuriat que leur poids démographique seul permettrait de prédire. À l'inverse, les résidus négatifs marqués (Cameroun, RDC, Tchad, Côte d'Ivoire) concernent souvent des communautés d'Afrique centrale, dont les héritages socio-économiques, moins tournés vers le commerce indépendant, semblent freiner la conversion de leur présence démographique en activité entrepreneuriale formelle. Cela valide l'hypothèse secondaire sur le rôle modérateur des héritages historiques.

4.4. Synthèse : Un entrepreneuriat de nécessité canalisé par les opportunités institutionnelles gabonaises

Les résultats convergent vers une interprétation intégrée. L'entrepreneuriat migrant au Gabon est fondamentalement un entrepreneuriat de nécessité, déclenché par la motivation première de recherche d'emploi et rendu nécessaire par les barrières à l'emploi formel. Cette relation de base est quantitativement robuste ($r=0.83$, $\beta=0.76$).

Cependant, l'intensité de cette conversion "présence → entreprise" est modulée par des facteurs communautaires. Les héritages marchands et la densité du capital diasporique agissent comme des multiplicateurs d'opportunité, permettant à certaines communautés de saisir avec une efficacité bien supérieure les niches laissées vacantes par l'économie gabonaise. Enfin, le contexte institutionnel gabonais – un État rentier offrant peu d'emplois privés formels aux étrangers, un secteur informel toléré, et des niches commerciales peu contestées par les nationaux – constitue le cadre structurel qui rend à la fois nécessaire et possible cet entrepreneuriat migrant. Ainsi, le paysage entrepreneurial gabonais apparaît comme le produit de cette intersection entre une contrainte structurelle (le manque d'accès à l'emploi), des ressources communautaires différentielles (le capital diasporique) et un cadre d'opportunités spécifique (les failles du marché gabonais).

5. Discussion

Les résultats de cette étude révèlent que l'entrepreneuriat immigré au Gabon est une réalité structurelle, profondément ancrée dans l'histoire, les ressources communautaires et le contexte institutionnel national. Cette discussion analyse ces résultats à travers trois angles thématiques, dégage leurs implications pour les politiques publiques, et les replace enfin dans une perspective comparative.

5.1. L'entrepreneuriat immigré comme expression d'un capital social et communautaire

Les données confirment robustement une corrélation positive entre présence migrante et création d'entreprise, validant l'hypothèse H1. Ce phénomène s'éclaire à la lumière des concepts de capital social (Portes, 1995) et d'*encastrement social* (Granovetter, 1985). Les communautés immigrées, notamment ouest-africaines, mobilisent des réseaux diasporiques denses qui fonctionnent comme des structures de ressources alternatives. Ces réseaux facilitent l'accès au financement informel (tontines, prêts intra-communautaires), à l'apprentissage par la pratique, et sécurisent les transactions dans un environnement économique souvent perçu comme risqué. Dans un contexte gabonais où l'accès au crédit formel et aux dispositifs d'accompagnement est limité pour de nombreux acteurs, ces ressources communautaires constituent un avantage comparatif décisif pour le démarrage et la pérennisation des entreprises.

5.2. Le poids des héritages historiques et des traditions marchandes

L'analyse des écarts entre nationalités, validant l'hypothèse H2, met en lumière le rôle déterminant des héritages historico-culturels. La surperformance des entrepreneurs ouest-africains (Maliens, Sénégalais, Béninois, etc.) renvoie à des traditions marchandes anciennes et structurées, bien documentées par les travaux historiques (Hopkins, 1973 ; Lovejoy, 1980). Ces régions ont développé de longue date une culture du commerce à longue distance, des réseaux de diaspora et des compétences en négociation qui se perpétuent et s'adaptent (Igué, 1995). À l'inverse, la relative sous-performance des ressortissants d'Afrique centrale, en particulier de l'ancienne AEF, reflète l'héritage d'un système colonial extractif (Coquery-Vidrovitch, 1972). Le modèle concessionnaire, axé sur l'extraction des ressources et non sur le développement d'une bourgeoisie commerçante locale, a historiquement entravé l'accumulation de capital et de savoir-faire entrepreneuriaux transposables. Ces trajectoires divergentes illustrent la thèse néo-institutionnaliste (North, 1990) selon laquelle les institutions du passé influencent durablement les comportements économiques.

5.3. L'effet structurant du cadre institutionnel et économique gabonais

Les résultats valident également l'hypothèse H3 sur le rôle du contexte d'accueil. La prédominance des immigrés dans le secteur informel (près de 80% des unités) n'est pas seulement le reflet de leurs capacités, mais aussi de la structure de l'économie gabonaise. La forte valorisation sociale du salariat public et des emplois administratifs, caractéristique des économies rentières d'Afrique centrale (Médard, 1991), oriente une partie des nationaux vers des carrières stables, délaissant les niches à faible marge et à haut risque du commerce et de la petite entreprise. Ce contexte crée un espace d'opportunités que les migrants, par leurs ressources spécifiques, sont les mieux à même de percevoir et d'exploiter (Shane & Venkataraman, 2000). La situation gabonaise est ainsi un cas d'école de l'*embeddedness mixte* (Waldinger, 1995) : la dynamique entrepreneuriale émerge à l'intersection des caractéristiques des groupes immigrés et des opportunités/vides créés par l'économie et les institutions du pays d'accueil.

5.4. Implications pour les politiques publiques

Cette analyse suggère plusieurs orientations stratégiques pour une gouvernance économique plus inclusive et efficace : (a) **Reconnaissance et formalisation progressive** : Plutôt qu'une répression stérile du secteur informel, une politique de facilitation et d'incitation à la formalisation ciblant les entrepreneurs immigrés performants pourrait élargir l'assiette fiscale et intégrer ces activités dans le cadre légal, à condition de simplifier les procédures ; (b) **Transfert de compétences et partenariats** : Des programmes visant à encourager les partenariats commerciaux ou les mentorats entre entrepreneurs expérimentés (issus des diasporas) et nationaux gabonais pourraient favoriser un transfert de savoir-faire entrepreneurial et de réseaux ; (c) **Réforme de l'écosystème entrepreneurial national** : Pour stimuler l'entrepreneuriat local, il est essentiel de s'attaquer aux facteurs structurels : améliorer l'accès au crédit pour les PME, adapter la formation professionnelle aux métiers de l'entreprise, et revoir la représentation sociale des carrières pour valoriser la réussite entrepreneuriale ; (d) **Capitaliser sur les réseaux diasporiques** : La puissance des réseaux ouest-africains pourrait être mobilisée dans une stratégie de développement sectoriel, par exemple en les associant à des politiques de sécurisation des filières d'approvisionnement ou de développement du commerce régional.

5.5. Perspective comparative et portée générale

La situation gabonaise n'est pas isolée mais présente des spécificités. Elle rejoint des observations faites en Côte d'Ivoire ou en Afrique du Sud, où des communautés migrantes (libanaises, indiennes, ouest-africaines) dominent des secteurs économiques clés. Cependant, la particularité gabonaise réside dans l'intensité du phénomène et dans le contraste frappant entre une économie rentière tournée vers l'État et un tissu entrepreneurial marchand largement « externalisé » à des communautés étrangères. Cette configuration extrême souligne, par contraste, l'effet inhibiteur que des institutions étatiques prédatrices ou un modèle rentier peuvent avoir sur l'émergence d'une classe entrepreneuriale nationale.

En définitive, cette étude montre que l'entrepreneuriat au Gabon est le produit d'une rencontre historique : celle entre des communautés dotées d'un fort capital socio-historique entrepreneurial et un environnement institutionnel national qui, tout en créant des opportunités par ses « vides », n'a pas encore généré les conditions d'un dynamisme entrepreneurial autochtone équivalent. La clé d'un développement économique plus équilibré réside donc dans la capacité à transformer cette complémentarité de fait en un partenariat structuré et mutuellement bénéfique.

6. Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser le caractère structurant de l'entrepreneuriat immigré au Gabon et d'en identifier les déterminants fondamentaux. L'exploitation des données du RGE (2023) et de l'OIM (2023), via une approche méthodologique quantitative et qualitative, a permis de confirmer de manière robuste l'hypothèse centrale : l'entrepreneuriat au Gabon est majoritairement porté par les populations immigrées, et cette dynamique s'explique par la conjonction de facteurs liés aux ressources des migrants, à leurs héritages historiques et au cadre institutionnel du pays d'accueil.

Cette recherche apporte une triple contribution : Sur le plan empirique, elle fournit une cartographie actualisée et statistiquement fondée de l'entrepreneuriat selon l'origine nationale au Gabon. Elle quantifie précisément la surreprésentation des étrangers parmi les dirigeants d'entreprise et met en lumière les écarts de performance significatifs entre les communautés ouest-africaines et centre-africaines, offrant ainsi une base de données solide pour des analyses futures. Sur le plan théorique, elle valide et articule plusieurs cadres explicatifs. Elle confirme la pertinence des théories du capital social et de l'*encastrement* (Granovetter, 1985 ; Portes, 1995) pour comprendre la mobilisation des ressources communautaires. Elle démontre surtout l'utilité d'une approche historique et néo-institutionnaliste (North, 1990) pour expliquer les disparités durables entre groupes, liées aux traditions marchandes ou aux héritages coloniaux. Enfin, elle illustre le concept d'*embeddedness mixte* (Waldinger, 1995), montrant que l'opportunité entrepreneuriale naît de l'interaction entre les attributs des migrants et les structures économiques du pays d'accueil. Sur le plan des politiques publiques, l'étude dépasse le simple constat pour proposer une analyse nuancée des causes structurelles. Elle identifie non pas un déficit entrepreneurial national, mais une configuration spécifique où les niches disponibles sont optimisées par des acteurs dotés d'un avantage comparatif historique et social. Ce diagnostic évite les écueils du stigmatisation et ouvre la voie à des politiques ciblées de formalisation, de partenariat et de réforme de l'écosystème entrepreneurial.

Les conclusions de ce travail doivent être comprises dans les limites de son cadre d'analyse. L'étude se fonde principalement sur des données agrégées par nationalité, ce qui permet de dégager des tendances macro-structurelles mais ne rend pas compte de la diversité interne à chaque communauté ni des trajectoires individuelles. Elle se concentre sur les facteurs d'offre (ressources des migrants) et de contexte (cadre gabonais), sans approfondir l'analyse détaillée de la demande du marché ou des stratégies commerciales sectorielles. Enfin, son focus sur le Gabon, cas emblématique d'une économie rentière d'Afrique centrale, en fait une étude de cas riche dont la transposabilité à d'autres contextes nécessiterait des ajustements tenant compte des histoires coloniales, des compositions migratoires et des modèles économiques nationaux spécifiques.

Pour approfondir et affiner ces résultats, plusieurs axes de recherche concrets se dessinent : (a) les études qualitatives longitudinales : Suivre les parcours d'entrepreneurs immigrés et nationaux sur plusieurs années pour analyser les processus concrets de création, les stratégies de consolidation face aux crises, et les dynamiques éventuelles de transmission intergénérationnelle ou de partenariat ; (b) l'analyse sectorielle et de chaîne de valeur : Investiguer de manière fine des niches spécifiques (commerces de détail, BTP, services) pour comprendre la répartition des rôles, les mécanismes de contrôle des réseaux d'approvisionnement et les interfaces avec l'économie formelle ; (c) Perspective comparative régionale : Mener une étude méthodologiquement similaire dans un pays voisin (comme le Cameroun ou le Congo-Brazzaville) afin d'isoler l'effet propre du cadre institutionnel gabonais et de mieux saisir la dynamique transnationale des réseaux entrepreneuriaux ouest-africains ; (d) l'impact des politiques publiques :

Évaluer l'efficacité des dispositifs existants ou futurs de soutien à l'entrepreneuriat (national ou immigré) en mesurant leur capacité à modifier les comportements, à faciliter la formalisation et à générer des effets d'entraînement sur l'économie locale. En définitive, cette recherche montre que l'entrepreneuriat au Gabon est un phénomène à la fois « étranger » dans sa démographie et « structuré » par des logiques historiques et institutionnelles profondes. Il est le produit d'une rencontre entre des communautés porteuses d'un savoir-faire marchand transposable et un environnement national qui, tout en créant des opportunités, n'a pas encore généré les conditions d'un dynamisme entrepreneurial autochtone équivalent. Reconnaître cette configuration complexe est la première étape pour envisager des politiques économiques qui transforment cette complémentarité de fait en un levier de développement diversifié et inclusif.

Bibliographie

- [1] Banerjee, A., & Duflo, E. (2011). *Poor Economics: A Radical Rethinking of the Way to Fight Global Poverty*. PublicAffairs. ISBN: 978-1-61039-093-4
- [2] Bollinger, L. (2010). *Les commerçants ouest-africains et la mondialisation*. Karthala. ISBN: 978-2-8111-0345-6
- [3] Coquery-Vidrovitch, C. (1972). *L'Afrique noire au XIXe siècle : Nouvelles recherches*. Payot. ISBN: 978-2-228-88120-7
- [4] Coquery-Vidrovitch, C. (2007). *Histoire des villes d'Afrique noire*. Albin Michel. ISBN: 978-2-226-17594-7
- [5] Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale (DGEFPF). (2023). *Recensement Général des Entreprises (RGE)*. Gouvernement du Gabon.
- [6] Djiofack, C., & Ntembe, A. (2023). Entrepreneurship and Economic Diversification in Resource-Rich African Countries: Evidence from Gabon. *Journal of African Economies*, 32(2), 145-172. <https://doi.org/10.1093/jae/ejac030>. ISSN: 0963-8024
- [7] Granovetter, M. (1985). Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness. *American Journal of Sociology*, 91(3), 481-510. <https://doi.org/10.1086/228311>. ISSN: 0002-9602
- [8] Harris, J. R., & Todaro, M. P. (1970). Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis. *American Economic Review*, 60(1), 126-142. <https://doi.org/10.1257/aer.60.1.126>. ISSN: 0002-8282
- [9] Hopkins, A. G. (1973). *An Economic History of West Africa*. Longman. ISBN: 978-0-582-64532-8
- [10] Igué, J. O. (1995). *Le territoire et l'État en Afrique : Les racines de la crise*. Karthala. ISBN: 978-2-86537-544-7
- [11] Kloosterman, R., & Rath, J. (2001). Immigrant Entrepreneurs in Advanced Economies: Mixed Embeddedness Further Explored. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 27(2), 189-201. <https://doi.org/10.1080/13691830020041561>. ISSN: 1369-183X
- [12] Lee, E. S. (1966). A Theory of Migration. *Demography*, 3(1), 47-57. <https://doi.org/10.2307/2060063>. ISSN: 0070-3370
- [13] Light, I., & Gold, S. J. (2000). *Ethnic Economies*. Academic Press. ISBN: 978-0-12-287155-1
- [14] Lovejoy, P. (1980). **Caravans of Kola: The Hausa Kola Trade, 1700-1900**. Zed Press. ISBN: 978-0-905762-24-8
- [15] Marseille, J. (1984). *Empire colonial et capitalisme français : Histoire d'un divorce*. Albin Michel. ISBN: 978-2-226-02100-1
- [16] Médard, J.-F. (1991). *L'État néo-patrimonial en Afrique noire*. Karthala. ISBN: 978-2-86537-317-7
- [17] Meillassoux, C. (1971). *The Development of Indigenous Trade and Markets in West Africa*. Oxford University Press. ISBN: 978-0-19-724198-5
- [18] Ndikum, E., & Tchakounte, J. (2022). Migration, Informal Entrepreneurship, and Institutional Context: A Comparative Study of Gabon and Cameroon. *African Development Review*, 34(4), 522-538. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12675>. ISSN: 1017-6772
- [19] North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press. ISBN: 978-0-521-39734-6
- [20] Organisation Internationale pour les Migrations. (2023). *Profil migratoire du Gabon*. OIM. <https://publications.iom.int/books/profil-migratoire-du-gabon-2023>
- [21] Person, Y. (1975). *Samori : Une révolution dyula*. IFAN / Nouvelles Éditions Africaines. ISBN: 978-2-7236-0034-3
- [22] Piore, M. (1979). *Birds of Passage: Migrant Labor and Industrial Societies*. Cambridge University Press. ISBN: 978-0-521-22643-8
- [23] Portes, A. (1995). *Economic Sociology and the Sociology of Immigration: Essays on Networks, Ethnicity, and Entrepreneurship*. Russell Sage Foundation. ISBN: 978-0-87154-681-0
- [24] Shane, S., & Venkataraman, S. (2000). The Promise of Entrepreneurship as a Field of Research. *Academy of Management Review*, 25(1), 217-226. <https://doi.org/10.5465/amr.2000.2791611> ISSN: 0363-7425
- [25] Waldinger, R. (1995). The 'Other Side' of Embeddedness: A Case-Study of the Interplay between Economy and Ethnicity. *Ethnic and Racial Studies*, 18(3), 555-580. <https://doi.org/10.1080/01419870.1995.9993878> ISSN: 0141-9870
- [26] World Bank. (2023). *World Development Indicators*. <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>
- [27] Young, C. (1994). *The African Colonial State in Comparative Perspective*. Yale University Press. ISBN: 978-0-300-05886-0